

La coordination statistique en Afrique du Nord

Les progrès réalisés par la statistique du fait de ses multiples applications et du perfectionnement de ses techniques autorisent à dire que le développement de cette méthode scientifique n'est pas fortuit. Nous nous trouvons en présence d'une convergence de mobiles tenant au caractère d'objectivité de ce moyen moderne d'observation et d'analyse (1).

Après avoir été employée, en premier lieu, par l'Etat qui a trouvé en elle le moyen le plus commode de gestion et d'action, la statistique a acquis droit de cité dans l'Entreprise. La première incursion s'est faite sous la forme de la présentation graphique : depuis fort longtemps déjà, les Chefs d'Entreprises demandent à leurs dessinateurs industriels ou publicitaires, de leur établir des diagrammes destinés aux Conseils d'Administration, aux Réunions intérieures, à la propagande auprès du public, etc...

Rien dans la forme graphique ne laissait entrevoir la véritable physionomie de l'investigation statistique dont elle n'était, en quelque sorte, que le vêtement d'apparat. En effet, la statistique est maintenant une technique magistrale, un outil polyvalent qui repose sur des principes rigoureux. Le préjugé défavorable dont elle a souffert pendant longtemps tenait très souvent aux manipulations maladroites qui en étaient faites : trop de gens s'improvisaient des statisticiens et essayaient d'en tirer des jugements voire des prophéties. Les erreurs souvent grossières accumulées par ces nouveaux apprentis sorciers, ne pouvaient valablement conduire à rejeter une technique dont le seul défaut avait été son utilisation abusive.

En fait, il faut bien dire que la statistique a des limites d'emploi. Il ne faut l'utiliser qu'aux tâches auxquelles elle s'adapte par son essence même, à savoir : le traitement des grands nombres, les phénomènes renouvelés, etc... Comme le disait M. Deteuf, Président de la C.E.G.O.S. et grand administrateur privé : « la statistique est comme les grandes villes, la concentration industrielle, le socialisme et la guerre moderne, un phénomène de masses ».

(1) Nous ne reviendrons pas sur les principes généraux de la statistique et sur l'organisation de l'observation en France et dans les Territoires d'Outre-Mer. Voir sur ces points dans le « Bulletin Economique et Social de la Tunisie » : « La statistique et la politique économique » (février 1952), « L'Observation économique en France et dans les Territoires d'Outre-Mer » (juillet 1951) et « L'Observation économique en Tunisie (janvier 1952).

Certains ont pu dire, ou disent encore, que la statistique est le sous-produit inéluctable de l'ingérance croissante de l'Etat dans la vie du pays. Cela reviendrait à dire, par exemple, que l'on doit le Radar à la nationalisation des Compagnies de Navigation.

Qu'il s'agisse de la Chose Publique ou des affaires privées, on a trouvé dans la statistique un baromètre nécessaire à l'action dont l'un des inconvénients, son prix de revient, explique son utilisation première par les soins des Services Gouvernementaux.

En effet, un chiffre a un coût de production comme tout autre produit. Aussi, doit-il être efficient et rentable. Il ne s'agit donc pas d'abuser des comptes rendus, des états récapitulatifs, des calculs, des diagrammes. Il faut, la plupart du temps, et surtout dans le cadre de l'Entreprise, obtenir la statistique à un prix raisonnable comme sous-produit de mesures existant dans les services de comptabilité ou du personnel.

L'IMPLANTATION DE LA STATISTIQUE EN AFRIQUE DU NORD

L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques pour la Métropole et la France d'Outre-Mer est l'héritier puissant d'un service créé sous Louis XVI lors du deuxième ministère de Necker.

Progressivement, les attributions du bureau initial ont été étendues en particulier par Napoléon qui voyait dans la statistique « le budget des choses » et « l'explication du pays ».

Actuellement, l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques constitue un vaste organisme d'observation des phénomènes collectifs, qu'ils soient économiques, démographiques ou sociaux. Par sa construction originale, il exerce un rôle de premier plan, facilité par une implantation régionale : il comprend, en effet, une direction générale à Paris, et 18 établissements régionaux. Une Ecole d'Application assure une formation technique, profonde et homogène, à tout le personnel supérieur de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques. Un certain nombre de ses techniciens sont détachés dans les Ministères, les Services, ainsi que dans les organismes internationaux.

L'objet de l'Ecole d'Application est de former à la technique statistique et à la technique de l'économie de jeunes administrateurs recrutés à la sortie de l'Ecole Polytechnique ou par voie de concours. L'enseignement, assuré en liaison avec l'Université de Paris, est également suivi par des élèves libres, français ou étrangers, provenant des grands corps de l'Etat (Armée, Manufactures, etc...) des compagnies d'assurances, d'administrations étrangères, etc... En outre, des statisticiens français sont, dès maintenant, chargés de cours dans des grandes écoles ou facultés.

C'est à l'Institut National de la Statistique qu'incombe la tâche de former les techniciens destinés aux services statistiques d'Outre-Mer qui, actuellement, fonctionnent en Algérie, Tunisie, Maroc, A.O.F., A.E.F., Madagascar, Indochine, etc...

Un service spécial de l'I.N.S.E.E. coordonne les travaux, centralise les données chiffrées des territoires, et apporte une aide précieuse dans la solution des problèmes particuliers qui peuvent se présenter sur place.

D'implantation assez récente, la recherche statistique n'a pas encore atteint, en Afrique du Nord, le niveau métropolitain, d'autant plus que la tâche n'était guère facile. L'étendue des territoires, la faible densité du réseau administratif, l'organisation économique, parfois rudimentaire, n'ont pas toujours permis une observation des phénomènes selon les méthodes classiques.

Qu'il s'agisse de recherches démographiques, d'études des niveaux de vie, d'établissement de statistiques agricoles, les conditions locales ont obligé à abandonner certaines notions courantes et à trouver des critères nouveaux. En fait, ce faisceau de difficultés a exigé une adaptation, voire une transformation des méthodes scientifiques généralement utilisées. Peu à peu, grâce à l'expérience acquise en France et dans les Territoires d'Outre-Mer, une conception d'ensemble a pris corps qui s'est traduite par des réalisations concrètes. Le statisticien a dû ouvrir sa fenêtre sur la vie afin d'éprouver sa technique au contact de la réalité nord-africaine.

Les résultats acquis par ces techniciens de la statistique en Afrique du Nord s'inscrivent, d'ores et déjà, dans des travaux nombreux, dans des publications régulières et abondantes que les milieux publics et privés d'Algérie, de Tunisie et du Maroc connaissent bien.

Les échelons nord-africains de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques sont les suivants :

- 1° *En Algérie* : Service de la Statistique Générale de l'Algérie (12, rue Bab Azoun) dépendant de la Direction des Finances du Gouvernement Général.

Ce Service publie un bulletin trimestriel, un bulletin mensuel et un annuaire. Une mention toute spéciale doit être accordée aux remarquables résultats que ce Service a obtenu dans le cadre de l'investigation démographique et dont les éléments essentiels ont été diffusés dans des publications spéciales.

- 2° *Au Maroc* : Service Central de Statistique, rattaché au Secrétariat Général du Gouvernement Chérifien (boîte postale 178 - Rabat).

Ce Service publie un bulletin trimestriel avec des suppléments *mique marocaine* » et un annuaire.

- 3° *En Tunisie* : Service Tunisien des Statistiques appartenant à la Présidence du Conseil (Dar El Bey, Tunis).

Ce Service publie un bulletin trimestriel avec des suppléments mensuels, un annuaire statistique et des études spéciales consacrées à des sujets particuliers à l'occasion d'enquête ou de recherches déterminées.

Les travaux des services d'Alger, de Rabat et de Tunis ont visé, dans une première phase, à un emploi de plus en plus large de la

statistique dans le cadre local des territoires. Mais bien vite est apparue la nécessité de fournir aussi bien aux utilisateurs d'Afrique du Nord qu'à ceux de la Métropole et de l'Etranger, des documents et des chiffres comparables, permettant les rapprochements indispensables à une étude d'ensemble des trois pays.

Tous ceux qui ont eu, à des titres divers, à tenter d'insérer la réalité économique et sociale de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, dans un cadre statistique commun, n'ont pas manqué de rencontrer certaines difficultés. Les phénomènes décrits étaient certes pratiquement les mêmes du fait d'une structure géographique et humaine à peu près identique, mais leurs présentations chiffrées pouvaient différer dans une assez large mesure. La statistique, qui n'était souvent qu'un sous-produit de tâches courantes de contrôle administratif ou financier, épousait des formes variables suivant l'étendue et les modalités des attributions confiées aux services compétents.

La formation technique commune des statisticiens détachés de l'I.N.S.E.E. en Afrique du Nord devait évidemment conduire progressivement à une meilleure comparabilité des résultats, à des études analogues, à la résolution concertée de certains problèmes semblables, en un mot : à un même langage statistique dans les trois territoires.

Ce travail se poursuit normalement depuis quelques années, notamment sous l'impulsion de la Section de Statistique Générale d'Outre-Mer de l'I.N.S.E.E., chargée de cette tâche fort délicate. Depuis un an cependant, un très grand pas a été franchi dans ce domaine, et il nous faut rendre compte des faits qui ont contribué à la réalisation de ces progrès.

LES CONFERENCES ANNUELLES DES STATISTICIENS D'AFRIQUE DU NORD

En avril 1953, sur l'initiative de l'I.N.S.E.E., une première réunion des statisticiens d'Afrique du Nord s'est tenue à Alger. En une semaine de colloques, des résultats substantiels ont été obtenus par la confrontation des méthodes de travail utilisées dans chacun des pays. Dans bien des cas, l'état d'avancement des recherches dans un territoire permettait aux représentants des autres territoires de bénéficier de l'expérience acquise. On ne saurait trop souligner la « rentabilité » de telles séances qui pouvaient, en évitant des tâtonnements stériles se traduire, ultérieurement, par une économie de temps et d'argent.

Devant l'intérêt des résultats obtenus en 1953, toujours sous l'initiative de l'I.N.S.E.E. et sur l'invitation, cette fois, du Service Tunisien des Statistiques, une conférence s'est tenue à Tunis, du 29 mars au 3 avril 1954, groupant tous les statisticiens d'Afrique du Nord et deux représentants de la Direction Générale de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

Etaient présents :

MM. PELLIER et CARRE de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques;

BREIL et VERRIERE du Service de Statistique Générale de l'Algérie;

LAMBLIN, jusqu'au 1 ^{er} avril	} du Service Central des Statistiques du Maroc
GUILBAUD à partir du 1 ^{er} avril	
CHEFCHAOUNI	
LEPIDI	} du Service Tunisien des Statistiques
NACASCH	
REBOIS	

Les questions suivantes étaient inscrites à l'ordre du jour :

- Recensement de la population;
- Comptes Economiques;
- Statistiques et Sondages agricoles;
- Statistiques du Commerce Extérieur;
- Normalisation des publications statistiques des trois territoires.

Recensement de la population

A la suite du vote par l'Assemblée Nationale Française du crédit nécessaire à l'exécution d'un recensement général de la population en Métropole, la question de l'opportunité d'une opération analogue s'est posée en Afrique du Nord.

L'Algérie a, d'ores et déjà, fixé la date de son dénombrement qui aura lieu en octobre 1954. Le précédent remontant à 1948.

Le Maroc poursuit actuellement le dépouillement de son enquête de 1951/52, la seconde depuis la guerre, puisque aussi bien la première avait eu lieu en 1947.

Quant à la Tunisie, elle a mis à l'étude l'organisation de son recensement dont le principe paraît maintenant admis.

L'intérêt de la réunion des statisticiens d'Afrique du Nord a été d'étudier en commun les modalités éventuelles de l'enquête, le libellé des questionnaires, la présentation des résultats, mais surtout les procédés de dépouillement.

C'est ainsi, qu'en matière d'imprimés, il a été conseillé à la Tunisie d'adopter une méthode comparable à celle utilisée en Algérie et de préférence l'emploi d'un bulletin de famille et non pas d'un bulletin individuel.

Par ailleurs, ont été examinés les résultats que permettrait d'obtenir, dans l'exploitation des documents, un récent procédé mécanographique qui entraînerait une économie sensible dans cette deuxième face des opérations. Le Service Central de Statistique du Maroc mettra à la disposition des deux autres territoires, une étude sur le prix de revient du procédé « Mark-Sensing » qu'il a utilisé pour l'exploitation de sa dernière enquête.

En ce qui concerne la publication des résultats, l'Algérie accepte de dresser un projet des tableaux types à l'intention des deux au-

tres territoires qui s'efforceront de dépouiller leur recensement selon les mêmes cartes.

Comptes économiques

Les comptes économiques sont une description quantitative de tous les faits qui caractérisent l'activité économique et financière au cours d'une période passée : la production, les distributions de salaires et la formation du profit, la consommation, les prélèvements fiscaux et les dépenses du secteur public, les échanges avec l'étranger, enfin la formation de l'épargne, les apports de capitaux d'origine extérieure et leur placement. Ils ont pour objet de retracer les opérations multiples par lesquelles le volume global des biens et des services dont a disposé la collectivité nationale au cours d'une année, soit par la production, soit par l'importation, ont été employés pour satisfaire la consommation intérieure, les besoins des services publics, les exportations, les renouvellements d'équipements, les équipements nouveaux et les mouvements de stocks.

De plus en plus, le Revenu National et sa généralisation sous forme de « Comptes de la Nation » apparaissent essentiellement comme un cadre statistique, qui est à la fois un moyen de présentation des résultats acquis et un plan des recherches à entreprendre.

Les travaux ont porté sur les trois points suivants :

- adaptation du cadre comptable métropolitain et étude des agrégats,
- examen des sources statistiques et des méthodes d'évaluation,
- partage des attributions avec l'Administration des Finances dans les trois territoires.

Ces questions relèvent d'une technique très particulière qu'il ne saurait être question d'aborder dans le cadre général de la présente note. Des études seront élaborées au fur et à mesure de l'avancement des travaux, qui préciseront les points les plus importants.

Statistiques et sondages agricoles

Les questions relatives à la documentation agricole ont été étudiées en présence de M. PISSALOUX, Directeur de l'Ecole Coloniale d'Agriculture de Tunis, qui avait bien voulu participer à cette partie des travaux.

Tant par son importance dans l'économie de chacun des trois territoires que par les insuffisances et l'inégalité des statistiques qui la concernent l'agriculture est apparue comme étant le domaine où le besoin d'améliorer, en nombre et en qualité, les statistiques existantes se fait sentir de la manière la plus urgente.

Les calculs de comptes économiques exigent que les postes les plus importants des recettes et des dépenses de l'Agriculture soient connus avec le maximum de précision.

Etant donnée la modicité des crédits qui pourraient éventuellement être affectés à l'amélioration des statistiques agricoles il est

naturel de s'orienter vers une utilisation plus systématique de la méthode des sondages.

De toute manière il s'agit d'abord d'obtenir le concours actif des services agricoles dont la réticence est à craindre en matière de dépenses nouvelles. L'étude des points suivants a été mise en évidence :

— L'intérêt d'une meilleure connaissance chiffrée de la structure agricole tant pour l'Administration que pour les organismes professionnels privés.

— La possibilité d'erreurs importantes dans les résultats lorsque les estimations bien que faites avec compétence sur le terrain ne sont pas représentatives dans l'ensemble de la production.

— Le fait que la méthode des sondages est dans ce domaine celle qui permettra d'obtenir à moindres frais les résultats les plus précis.

— Le coût d'enquête par sondage, notamment la rémunération des enquêteurs (il est apparu que c'était un des points qui retenait le plus l'attention des services agricoles).

Statistiques du commerce extérieur

Les représentants des trois territoires ont étudié la possibilité d'établir des statistiques du commerce extérieur aussi comparables que possible, tant dans leur présentation que dans leur contexture et dans leur périodicité.

En raison des différences notables qui existent, suivant les territoires, dans l'organisation administrative de la statistique des échanges, il est apparu qu'il y aurait intérêt à provoquer une réunion des Directeurs locaux des Douanes et des Services de Statistique pour arriver à une meilleure comparabilité des statistiques douanières des trois pays, pour adopter une manière de procéder aussi uniforme que possible.

Publications statistiques Nord-Africaines

Le principe général a été adopté :

1 Bulletin mensuel avec variété statistique (10 numéros par an).

1 Bulletin trimestriel plus développé avec étude statistique.

Ce système, qui est déjà celui de l'Algérie, sera adopté par la Tunisie. Quant au Maroc il s'efforcera de faire une étude tous les 3 mois dans son Bulletin mensuel qui sera maintenu dans sa forme actuelle.

BULLETIN MENSUEL : Les statistiques à insérer ont été examinées. Chaque pays a noté les statistiques qu'il conviendrait d'ajouter à la publication actuelle pour obtenir un minimum de renseignements identiques dans les trois pays et les modifications de présentation souhaitables.

Les quelques exemples qui suivent permettront de se faire une

idée exacte de la précision et de la minutie des questions soulevées.

— Il a été décidé d'indiquer en même temps que la production, la teneur en métal contenu dans divers minerais (pour les phosphates : teneur en $P^2 O^5$);

— Les statistiques de production industrielle du Maroc étant inexistante, le Maroc demandera à l'I.N.S.E.E. l'envoi d'un spécialiste chargé d'examiner avec la Direction compétente de ce pays la réalisation de statistiques dans ce domaine.

— Trafic aérien. On indiquera les passagers en transit, ainsi que le trafic local.

— Indices de la production minière et de l'énergie — l'I.N.S.E.E. précisera ultérieurement la nouvelle base à adopter et normalisera éventuellement les méthodes de calcul.

— Prix de détail. La liste des produits dont les prix sont publiés dans les bulletins est différente dans les trois pays en raison de certaines habitudes locales de consommation. Une enquête spéciale permettra néanmoins de comparer les prix dans les trois pays de certaines denrées et de quelques services.

BULLETIN TRIMESTRIEL : On a également examiné chaque tableau et proposé les ajustements nécessaires pour homogénéiser la présentation des résultats essentiels :

1° Il est recommandé d'adopter l'ordre des chapitres du Bulletin mensuel de l'I.N.S.E.E.;

2° Ajouter un tableau « Bilan de l'énergie » — Evalué en tonnes de charbon d'après les coefficients qui seront à fournir par l'I.N.S.E.E.;

3° Le Maroc fera établir une statistique des constitutions de Sociétés (Nombre, Capital) par groupe d'activité (en utilisant la nomenclature en 26 rubriques);

4° L'Algérie enverra aux deux autres territoires les cadres qu'elle utilise pour les statistiques d'immatriculation d'automobiles;

5° Ajouter un tableau donnant le nombre de salles de spectacles, le nombre de places et les recettes;

6° Ajouter dans la mesure du possible un tableau donnant des prix à la production pour les principaux produits agricoles;

7° Ajouter un tableau donnant les prix des « services »;

8° *Etudes* — Il est convenu que chaque bulletin trimestriel doit publier une étude de *caractère statistique* : On recommande notamment :

— Une étude sur la situation économique générale dans le premier numéro annuel (Bulletin sortant des presses en mars-avril);

— Une étude sur le Commerce Extérieur de l'année précédente dans le deuxième numéro (juin-juillet);

— Latitude est laissée à chaque service pour le choix des études des deux derniers bulletins;

ANNUAIRE : Les nouveaux annuaires devront comprendre en principe des notices méthodologiques, des commentaires sur les principaux tableaux et quelques graphiques.

LA STATISTIQUE ET LES INTERETS PRIVES INITIATIVE HEUREUSE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE DE MARSEILLE

Dans la plupart des pays modernes, les chefs d'entreprise ont compris depuis fort longtemps que la statistique est à leur service comme elle est au service de l'homme d'Etat.

Un propriétaire n'achète pas sa peinture avant d'avoir mesuré la surface des murs de sa maison. De même on ne peut connaître un marché sans en avoir étudié les mesures. Et ces mesures changent. Elles varient avec les données démographiques, les mouvements des prix, le commerce intérieur, les échanges avec les pays étrangers, etc...

Le grand mérite à inscrire au crédit des Services Statistiques dans le monde entier a été de se mettre chaque jour davantage au service de l'entreprise privée. Le slogan de l'Institut Français de Statistique est maintenant connu : « étudiez votre marché, les chiffres dans la main font l'argent dans la caisse ».

Déjà en Tunisie par exemple, nombreuses sont les Sociétés, nombreux sont les chefs d'établissement, qui ont recours aux statistiques pour orienter leur action, qui trouvent en elles le tableau de bord indispensable à la marche de leurs affaires. Dans l'esprit de notre propos, c'est à une initiative générale que nous voudrions rendre hommage, et qui illustre à la fois le besoin de coordination statistique et l'utilisation des chiffres par les milieux privés.

On sait que depuis déjà longtemps les Chambres de Commerce de la Méditerranée et de l'Afrique Française tiennent, chaque année, une conférence au cours de laquelle sont exposées les questions économiques essentielles relatives à la Métropole et aux Territoires d'Outre-Mer.

La prochaine conférence doit se réunir à Marseille les 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre 1954.

Pour permettre à cette manifestation de remplir son véritable but qui doit être une meilleure connaissance des problèmes économiques et commerciaux des différents territoires, il a paru indispensable de jeter les bases d'une étude commune, visant dans une certaine mesure, à uniformiser les méthodes de présentation des différents rapports que les Chambres Economiques soumettent à cette occasion.

C'est dans cet esprit que le Secrétariat Permanent de la Conférence des Chambres de Commerce de la Méditerranée et de l'Afrique Française a pris l'initiative de convier à Marseille les 24-25 et 26 mars 1954, un certain nombre de statisticiens et autres personnalités s'intéressant professionnellement à l'étude des problèmes économiques africains.

L'objet essentiel de ces trois journées était d'obtenir une meilleure coordination des méthodes de travail de ces différentes personnalités, afin qu'il soit possible à ce Secrétariat Permanent de préparer d'une façon plus approfondie et plus systématique, les études économiques qui sont présentées aux Conférences annuelles de fin septembre.

En effet, il est apparu au cours des dernières années, que les Autorités Gouvernementales s'intéressaient de plus en plus à la documentation et aux avis rassemblés par cette conférence, notamment depuis que l'analyse des problèmes économiques fondamentaux de l'Union Française est devenue sa préoccupation essentielle.

Il convenait en conséquence de faire un effort pour accroître dans toute la mesure du possible, la qualité de ces travaux et principalement de réduire les difficultés d'utilisation des statistiques publiées par chacun des pays ou territoires de l'Afrique Française.

Seuls des contacts oraux et personnels pouvaient permettre une interprétation honnête des diverses données statistiques d'Outre-Mer, faciliter entre elles des comparaisons valables et faire envisager les progrès qui peuvent être effectués rapidement dans ce domaine.

Les séances de travail ont réuni les spécialistes locaux, les statisticiens d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire, des représentants des Administrations Centrales compétentes de Paris, auxquels s'étaient joints les professeurs d'Economie Politique et de Géographie Economique de la Faculté d'Aix-Marseille.

Sans souci de préséance ni de protocole, pendant trois jours, toutes ces personnalités que leur activité professionnelle rendait particulièrement compétentes en matière économique, ont passé en revue les questions suivantes qui étaient inscrites à l'ordre du jour :

- Sources d'information sur les problèmes économiques essentiels;
- Structure fondamentale sur la démographie et les productions;
- Evolution récente des différents secteurs d'activité;
- Problèmes déterminant la mise en valeur du territoire et modalités d'investissement;
- Problèmes commerciaux, évolution des termes de l'échange, données connues sur la balance des comptes et la politique commerciale.

Il ne nous est certes pas possible, dans le cadre de cette note d'analyser les résultats complets de ces travaux d'investigation mais on peut cependant dire par exemple que les liens économiques existants entre le Port de Marseille et les différents territoires ont été parfaitement mis en lumière.

La complémentarité de certaines activités a reçu une démonstration chiffrée, beaucoup plus saisissante que tous les rapports qualitatifs que l'on aurait pu présenter en l'objet.

Jules LEPIDI
*Chef du Service Tunisien
des Statistiques*

Vsevolod NOVIKOF

1903-1954

Il y a quelques mois, nous recevions de M. Vsevolod NOVIKOF, chef de travaux au Service Botanique et Agronomique de Tunisie, une étude sur les cultures maraîchères en Tunisie. Au moment de la remettre à l'imprimeur, nous apprenions que son auteur venait de mourir.

S'associant à l'hommage rendu ci-dessous par M. VALDEYRON, Directeur du Service Botanique et Agronomique de Tunisie, le BULLETIN ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA TUNISIE est heureux de publier le dernier travail de ce technicien qui fait honneur à la recherche agricole en Tunisie.

Le 17 mars 1954, le Service Botanique et Agronomique de Tunisie a perdu un de ses membres en la personne de Vsevolod Novikof, Chef de Travaux du Laboratoire des Cultures maraîchères, dont la vie, depuis vingt-cinq ans, consacrée à la cause de l'Agronomie Tunisienne, est, d'autre part, une leçon de courage et de ténacité pour tous ceux que les sciences pures ou appliquées ont appelés dans ce pays.

Né en 1903 à Ilaskaia, Russie, V. Novikof vint en Tunisie, à la suite de la guerre civile, et termina d'abord ses études d'officier de la marine tsariste.

En 1926, il entra comme chimiste à la Mine de Béchateur, mais son tempérament et ses origines l'orientaient vers des études agricoles. Moyennant d'énormes difficultés, il entra en 1929 à l'Ecole Nationale d'Agriculture de Grignon d'où il sortit Ingénieur Agricole en 1931.

A cette date, il entra comme préparateur stagiaire au Laboratoire de Chimie Agricole que dirigeait M. Yankovitch. Naturalisé en janvier 1933, il fut nommé Préparateur auxiliaire en 1936. Peu après, ses qualités professionnelles lui firent confier un travail sur les variétés de tabac, travail qui s'étendit rapidement à l'ensemble des plantes basses généralement cultivées à l'irrigation. Un concours lui permit d'accéder, en 1942, au grade de Chef de Travaux au Laboratoire des Services Administratifs et de la Répression des Fraudes, mais peu après, un poste de Chef de Travaux étant devenu vacant au Service Botanique, il y reprit sa place au Laboratoire des Cultures Maraîchères.

Durant douze années, il anima ce Laboratoire, rassemblant à l'Ariana de nombreuses variétés de chaque espèce importante et réunissant une documentation de premier plan. Son travail essentiel fut d'intensifier systématiquement les échanges avec les Instituts étrangers et de collaborer d'aussi près que possible avec les agriculteurs susceptibles de l'aider de leur expérience dans ses essais d'introductions. La plupart des maraîchers de quelque importance, français ou tunisiens, le connurent; beaucoup collaborèrent avec lui; tous apprécièrent ses connaissances profondes, son inépuisable amabilité et son désintéressement total.

La leçon qu'il laisse, c'est d'abord celle du fonctionnaire scrupuleusement honnête. C'est surtout celle du technicien et du scientifique, toujours insatisfait de ses connaissances, toujours désireux d'en acquérir de nouvelles pour les mettre au service de tous. Sans ces qualités, la recherche est impossible.

Georges VALDEYRON.